

« Dans la Macronie, tout est pourri »

lundi 13 janvier 2020, par [Jacques COTTA](#)

En règle générale, les mots d'ordre scandés dans les manifestations ne donnent pas dans la nuance. Ils vont droit au but, exprimant le sentiment général des manifestants, leur volonté, leur opposition, leur révolte. « **Dans la Macronie, tout est pourri !** » peut-on entendre depuis plus d'un mois dans les villes de France.

Tout ?

Si parfois les slogans sont exagérés, caricaturaux, excessifs, celui-ci est non seulement scandé, mais de plus argumenté.

« Tout » se décline sur le plan social.

La réforme des retraites basée sur un régime à points, dont la valeur sera évidemment variable en fonction de la conjoncture, est la destruction du système solidaire. Elle rend impossible de prévoir avant l'échéance le montant des pensions qui seront versées. Seule certitude, elles seront moindre, et pour un effort plus important, l'âge de départ étant de fait reculé. Cette réforme fait suite à celle qui concerne le code du travail, le chômage, l'éducation... Sans parler du sort réservé aux services publics, notamment dans le domaine de la santé, des transports...

« Tout » se décline sur le terrain fondamental des libertés.

Jamais un niveau de violence policière tel que celui qui s'abat depuis des mois sur le peuple français, durant les manifestations gilets jaunes mais aussi les manifestations syndicales, n'avait été atteint. On compte par centaines les blessés graves, victimes de grenades, de tirs de LBD, ou encore de matraquage intensif et sans retenue. La puissance répressive atteint un niveau tel que les citoyens se sentent en insécurité à la seule vue de l'uniforme, notamment lors de simples contrôles de police qui peuvent tourner mal, comme en témoigne la mort récente de Cédric Chouviat, livreur plaqué au sol, mort d'étouffement consécutif à une fracture du Larynx. Les violences policières sont le résultat d'ordres directs, au compte d'une orientation, et posent donc la responsabilité dont les politiques -président, premier ministre, ministre de l'intérieur, macronie dans son ensemble- ne peuvent s'exonérer.

Tout se décline sur le simple plan de la morale.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et Edouard Philippe a battu le record qui pourtant semblait inégalable des ministres contraints de partir en cours d'exercice pour éviter que les poursuites judiciaires n'éclaboussent ouvertement l'édifice tout entier. On peut citer, avant « monsieur Retraite » **Jean-Paul Delevoye**, l'ancien PS **Richard Ferrand** recyclé après une affaire d'assurance (lui aussi !) au poste de président du groupe LREM à l'assemblée nationale, ce qui montre la pauvreté du personnel politique de la macronie. Il y a eu aussi **François de Rugy**, ex écolo PS, l'homme aux « queues de langoustes » Mais il y a aussi les figures du MoDem, **Marielle de Sarnez**, devenue ministre des Affaires européennes, et **Sylvie Goulard**, ministre des Armées, poursuivies pour abus de confiance et mises en examen pour « détournement de fonds publics ». Il y a dans la foulée **François Bayrou**, qui est lui poursuivi pour « complicité de détournement de fonds publics ». Pour enjoliver la liste, il faut évoquer la ministre des Sports, **Laura Flessel** qui annonce son départ du gouvernement pour des "raisons personnelles", vraisemblablement liées à la situation fiscale de son mari. Puis il y a eu **Françoise Nyssen**, **Delphine**

Gény-Stephann, Stéphane Travert et Jacques Mézard, jusqu'à ceux qui auront préféré quitter le navire lorsqu'il en était encore temps, **Nicolas Hulot, Gérard Collomb, Nathalie Loiseau, Benjamin Griveaux, Mounir Mahjoubi...**

Ce n'est qu'un début... Rien n'indique en effet qu'une période de stabilité gouvernementale miraculeuse suivra l'épreuve de force engagée sur la question des retraites, quelle qu'en soit l'issue. Dans les jours qui viennent de s'écouler, trois membres de cabinet viennent d'être recasés comme s'il fallait assurer leurs arrières. **Claire Scotton**, directrice adjointe du cabinet de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, vient d'être bombardée directrice de la stratégie RH d'Orange, où elle a commencé à travailler le 2 janvier pour une rémunération qui selon la CFE-CGC « devrait avoisiner 250.000 à 300.000 euros par an alors qu'en cabinet elle devait émarger à moins de 100.000 euros ». Chez Edouard Philippe à Matignon, **Anne Clerc**, chef de cabinet, vient d'être propulsée « préfète chargée d'une mission de service public » par décret en date du 19 décembre. A Matignon toujours, **François-Antoine Mariani**, conseiller territoire, qui n'est pas plus haut fonctionnaire de carrière que la précédente, a été nommé par le même décret commissaire délégué à l'égalité des territoires.

« Dans la Macronie, tout est pourri » scandent donc des centaines de milliers de manifestants dans toute la France. Tout ! Avant de pousser l'opéra de Paris à se mettre en grève, à jouer et danser sur le parvis de « Garnier », avant d'inciter les chœurs de Radio France à entonner devant leur PDG le chœur des esclaves de Verdi, le Président de la République déclarait que la « culture française ça n'existe pas » et s'exhibait en Côte d'Ivoire avec le rappeur Vegedream, poète s'il en est, auteur des paroles « va te faire enculer », sans doute dans la pensée présidentielle porteur d'une culture alternative... Tout est pourri !

« Tout est pourri dans la Macronie » scandent les manifestants. Tout, notamment et surtout dans la conjoncture actuelle les chefs syndicaux qui entraînent leurs troupes à l'abattoir, dans un jeu de rôle établi de longue date, Laurent Berger en tête pour la CFDT, qui se félicite du « recul sur l'âge pivot » là où le premier ministre ne parle que de mise entre parenthèses momentanée et où la majorité des salariés exigent simplement le retrait. La CFDT qui s'affirme une fois encore comme une des béquilles essentielles du gouvernement et de sa politique, dans la lignée des syndicats patronaux qui ont toujours sévi contre la volonté et l'intérêt des ouvriers et salariés...

Malgré toutes ces entraves, des voix continuent à se faire entendre après plus d'un mois de grève, la solidarité active s'exprime toujours avec les grévistes, l'opinion ne faibli pas dans le soutien aux opposants à la réforme, à Emmanuel Macron, sa politique et son gouvernement... Quelle que soit l'issue du combat engagé, les comptes devront bien à un moment ou un autre être faits et surtout être réglés. Comme toujours dans la nature, la pourriture sera évacuée. Seule incertitude, le degré de décomposition qui avant cela aura été atteint...

Jacques Cotta

Le 13 janvier 2020